

Réf : DGS/SAJ/E-2025-31

## **Arrêté relatif aux élections au Conseil de l'UFR Droit, Economie, Gestion**

### **LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

**Vu** les articles L. 713-1 et suivants du Code de l'Éducation ;

**Vu** les articles D. 719-1 et suivants du Code de l'Éducation relatifs aux conditions d'exercice du droit de suffrage, composition des collèges électoraux et modalités d'assimilation et d'équivalence de niveau pour la représentation des personnels et des étudiants aux conseils ;

**Vu** l'avis du comité électoral consultatif en date du 13 mars 2025 ;

**Vu** l'avis du Comité social d'administration en date du 28 avril 2025 ;

**Vu** l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique pour les élections aux conseils de composantes et de services communs de décembre 2024 du président de l'université d'Orléans en date du 29 avril 2025

**Vu** les statuts de l'Université d'Orléans ;

**Vu** les statuts de l'UFR Droit Economie Gestion.

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE I – DATE DU SCRUTIN**

Les élections par voie électronique au conseil de l'UFR Droit Economie Gestion sont fixées :

**Du mardi 10 juin 2025 à 9h00 au jeudi 12 juin 2025 à 17h00**

**Ce scrutin vise à pourvoir :**

- Les neuf sièges des représentants des professeurs et personnels assimilés ;
- Les neuf sièges des représentants des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnels assimilés ;
- Les cinq sièges des représentants des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service ;
- Les six sièges de titulaires et les six sièges de suppléants des représentants des usagers.

**Le calendrier des opérations électorales est le suivant :**

<b>ÉTAPES</b>	<b>DATES</b>
Affichage des listes électorales	Mercredi 30 avril
Date limite de dépôt des candidatures, logos et professions de foi	Vendredi 16 mai
Affichage des candidatures	Vendredi 23 mai à 12h00
Clôture des inscriptions sur les listes électorales	Mercredi 28 mai à 12h00
Ouverture du scrutin	Mardi 10 juin à 9h00
Clôture du scrutin	Jeudi 12 juin à 17h00
Dépouillement des urnes	Jeudi 12 juin
Publication des résultats	Vendredi 13 juin

---

## **ARTICLE II – DUREE DES MANDATS**

Les mandats des représentants des personnels sont d'une durée de **quatre ans**.

Les mandats des représentants des usagers sont d'une durée de **deux ans**.

---

## **ARTICLE III – COLLEGES ELECTORAUX**

Conformément aux dispositions de l'article D719-4 du code de l'Education, les électeurs de l'UFR Droit Economie Gestion sont répartis dans les collèges électoraux sur les bases suivantes :

**Le collège des professeurs et personnels assimilés comprend les catégories de personnels suivantes :**

1° Professeurs des universités et professeurs des universités associés ou invités ;

2° Professeurs des universités-praticiens hospitaliers et professeurs associés des universités ou invités dans les disciplines médicales ou odontologiques ;

3° Personnels d'autres corps de l'enseignement supérieur, assimilés aux professeurs par les arrêtés prévus à l'article 6 du décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 modifié relatif au Conseil national des universités ou à l'article 5 du décret n° 87-31 du 20 janvier 1987 modifié relatif au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques ainsi que les enseignants associés ou invités de même niveau régis par le décret n° 91-267 du 6 mars 1991 modifié relatif aux enseignants associés ou invités dans certains établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

4° Chercheurs du niveau des directeurs de recherche des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public ou reconnu d'utilité publique de recherche, et chercheurs remplissant des fonctions analogues ;

5° Les agents contractuels recrutés en application de l'article L. 954-3 2° du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche du niveau des personnels mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 4° ci-dessus.

**Le collège des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnels assimilés comprend les personnels qui ne sont pas mentionnés ci-dessus, et notamment :**

1° Les enseignants-chercheurs ou assimilés et les enseignants associés ou invités qui n'appartiennent pas au collège A;

2° Les chargés d'enseignement définis à l'article L. 952-1 du code de l'éducation;

3° Les autres enseignants ;

4° Les chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public, ou reconnu d'utilité publique de recherche ;

5° Les personnels scientifiques des bibliothèques ;

6° Les agents contractuels recrutés en application de l'article L. 954-3 2° du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche qui n'appartiennent pas au collège A.

**Pour les personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service**, le collège comprend les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service, les personnels des bibliothèques autres que les personnels scientifiques des bibliothèques et les personnels des services sociaux et de santé. Il comprend également les membres des corps d'ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche.

**Les personnels du LEO sont inclus dans les collèges susmentionnés selon les dispositions du présent arrêté.**

Sont électeurs dans les collèges des **personnels** susmentionnés, **et inscrits d'office** sur les listes des électeurs :

Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires qui sont affectés en position d'activité dans l'unité, ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée (1<sup>er</sup> alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation).

Les agents contractuels recrutés par l'établissement pour une durée indéterminée pour assurer des fonctions d'enseignement ou d'enseignement et de recherche sont électeurs sous réserve qu'ils effectuent dans l'unité un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence, apprécié sur l'année universitaire telle que définie par l'établissement (3<sup>ème</sup> alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation).

Les personnels administratifs, techniques, ouvriers et de services titulaires, stagiaires, ou contractuels, exerçant au sein de l'UFR Droit Economie Gestion, sous réserve qu'ils ne soient pas en congé de longue durée. Les agents non titulaires doivent être en fonctions pour une durée minimum de 10 mois, assurer un service au moins égal à un mi-temps et ne pas être en congé non rémunéré pour raisons familiales ou personnelles.

Les chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public, ou reconnu d'utilité publique, de recherche ainsi que les membres des corps d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche, sous réserve qu'ils soient affectés dans le laboratoire suivant : **LEO**.

Les personnels de recherche contractuels à durée indéterminée de l'établissement exerçant des fonctions dans l'unité, y compris dans le laboratoire précédemment cité (**LEO**), dès lors que leurs activités d'enseignement sont au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence (soit 42 heures de cours ou 64 heures de TP ou TD), ou dès lors qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein, conformément aux dispositions de l'article L. 952-24 du code de l'éducation.

Sont électeurs dans les collèges des **personnels** susmentionnés, **et inscrits à leur demande** sur les listes des électeurs :

Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires qui ne remplissent pas les conditions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article D. 719-9 du code de l'éducation (en premier lieu la condition d'affectation dans l'établissement), mais qui exercent des fonctions à la date du scrutin dans l'unité, sont électeurs sous réserve qu'ils y effectuent un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence, apprécié sur l'année universitaire telle que définie par l'établissement, **et qu'ils en fassent la demande** (2<sup>ème</sup> alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation).

Les autres personnels enseignants non titulaires sont électeurs sous réserve qu'ils soient en fonctions à la date du scrutin, qu'ils effectuent dans l'unité ou l'établissement un nombre d'heures d'enseignement au

moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence, apprécié sur l'année universitaire telle que définie par l'établissement, **et qu'ils en fassent la demande** (4ème alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation).

Les personnels enseignants visés aux trois alinéas précédents (2°,3°,4° alinéas de l'article D. 719-9 du code de l'éducation) qui effectuent leurs activités d'enseignement dans plusieurs unités de formation et de recherche et qui n'accomplissent dans aucune de ces unités le nombre d'heures d'enseignement requis pour être électeurs sont autorisés à exercer leur droit de vote dans l'unité de leur choix (5ème alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation) dès lors qu'ils effectuent bien dans l'établissement au total un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence.

Les personnels de recherche contractuels à durée déterminée de l'établissement exerçant des fonctions dans l'unité, y compris dans le laboratoire précédemment cité (**LEO**), dès lors que leurs activités d'enseignement sont au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence (soit 42 heures de cours ou 64 heures de TP ou TD), ou dès lors qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein, conformément aux dispositions de l'article L. 952-24 du code de l'éducation.

**Dans les collèges des personnels, nul ne peut exercer plus de deux fois son droit de vote pour l'élection des conseils d'unités.**

#### **Cas spécifiques :**

Les enseignants-chercheurs et enseignants, affectés en position d'activité ou accueillis en détachement ou mis à disposition dans l'établissement, qui bénéficient d'une décharge de service d'enseignement ou d'une décharge d'activité de service ou d'un congé pour recherches ou conversions thématiques sont électeurs dans l'unité, s'ils y sont rattachés ou, à défaut, s'ils ont choisi cette unité.

#### **Définition de la notion d'obligations d'enseignement de référence pour :**

##### Les enseignants-chercheurs visés au 2ème alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation :

Le nombre minimum d'heures d'enseignement requis pour ces personnels correspond au tiers de leurs obligations d'enseignement de référence (128 heures de cours ou 192 heures de TP ou TD ou toute combinaison équivalente, cf. article 7 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 précité) **soit 42 heures de cours ou 64 heures de TP ou TD.**

##### Autres enseignants titulaires visés au 2ème alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation :

Le nombre minimum d'heures d'enseignement requis, pour ces personnels, correspond également au tiers de leurs obligations d'enseignement de référence (384 heures de TP ou TD cf. article 2 du décret n° 93-461 du 25 mars 1993 modifié relatif aux obligations de service des personnels enseignants du second degré affectés dans les établissements d'enseignement supérieur), **soit 128 heures de TP ou TD.**

##### Agents contractuels, visés au 3ème alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation, recrutés par l'établissement pour une durée indéterminée en application de l'article L. 954-3 du code de l'éducation :

Le nombre d'heures minimum d'enseignement requis, pour ces personnels, correspond au tiers du service d'enseignement annuel de référence des personnels enseignants-chercheurs tel que défini à l'article 7 du décret du 6 juin 1984 précité, **soit 42 heures de cours ou 64 heures de TP ou TD.**

##### Enseignants associés ou invités, ATER, vacataires, doctorants contractuels, contractuels recrutés en CDD en application de l'article L. 954-3 du code de l'éducation, visés au 4ème alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation :

Le nombre minimum d'heures d'enseignement requis, pour ces personnels, correspond au tiers du service d'enseignement annuel de référence des personnels enseignants-chercheurs tel que défini à l'article 7 du décret du 6 juin 1984 précité, **soit 42 heures de cours ou 64 heures de TP ou TD.**

Enseignants contractuels recrutés sur des emplois vacants de professeurs du 2nd degré (décret n° 92-131 du 5 février 1992), à titre temporaire ou en CDI, visés aux 3ème et 4ème alinéas de l'article D. 719-9 du code de l'éducation :

Le nombre minimum d'heures d'enseignement requis, pour ces personnels, correspondant au tiers du service d'enseignement annuel de référence des personnels enseignants du second degré (384 heures de TP ou TD, cf. article 2 du décret n° 93-461 du 25 mars 1993 précité), **soit 128 heures de TP ou TD.**

**Signalé :**

*Le terme « unités » est entendu ici au sens d'UFR et d'institut et école interne à l'université.*

En conséquence, **un enseignant-chercheur ou un enseignant titulaire affecté en position d'activité dans l'université** et qui accomplit son service d'enseignement dans plusieurs unités de cette dernière, ou qui accomplit un service d'enseignement dans une composante de l'université et des activités de recherche dans une autre composante est électeur dans deux unités au plus, quel que soit le nombre d'heures d'enseignement accomplies ou le nombre d'heures consacrées à la recherche dans la composante correspondante.

En effet, l'article D. 719-9 n'impose pas aux personnels affectés en **position d'activité (titulaires) dans l'établissement** l'accomplissement d'un minimum d'heures d'enseignement ou d'activités de recherche pour être électeur.

Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants devant justifier au minimum d'un tiers de service d'enseignement qui effectuent leurs activités d'enseignement dans plusieurs unités et qui n'accomplissent dans aucune de ces unités un nombre d'heures d'enseignement correspondant au tiers des obligations de référence sont autorisés à exercer leur droit de vote dans l'unité de leur choix (cf. 5ème alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation), dès lors qu'ils effectuent bien dans l'établissement au total un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence.

**Les doctorants contractuels**, effectuant un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence (soit au moins 64h équivalent TD ou TP), apprécié sur l'année universitaire telle que définie par l'établissement, peuvent prendre part aux élections des représentants des personnels à leur demande et dans ce cas ils ne seront plus autorisés à être électeurs dans le collège des usagers.

**Nul ne peut être électeur ni éligible dans le collège des usagers s'il appartient à un autre collège de l'UFR Droit Economie Gestion.**

Sont électeurs dans le collège des usagers et inscrits d'office sur les listes des électeurs :

- Les personnes régulièrement inscrites à l'UFR Droit Economie Gestion en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours, ayant la qualité d'étudiants ;
- Les personnes bénéficiant de la formation continue, sous réserve qu'elles soient régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours ;
- Les personnes qui préparent des diplômes de l'enseignement supérieur par la voie de l'apprentissage ;
- Les étudiants en formation initiale dans un établissement public d'enseignement supérieur recrutés à l'UFR Droit Economie Gestion pour des activités de tutorat ou de service de bibliothèque (article L-811-2 du code de l'éducation).

Sont également électeurs les **auditeurs**, sous réserve qu'ils soient régulièrement inscrits à ce titre, qu'ils suivent les mêmes formations que les étudiants, **et qu'ils fassent une demande préalable d'inscription sur les listes des électeurs.**

Les étudiants étrangers sont électeurs et éligibles dans les mêmes conditions que les étudiants français.

**Ne sont pas inscrits dans le collège des usagers :**

- Les personnels enseignants et BIATSS de l'UFR Droit Economie Gestion qui se sont inscrits comme étudiants dans des formations dispensées par cette dernière.

---

## **ARTICLE IV – MODALITES DES ELECTIONS PAR VOIE ÉLECTRONIQUE**

### **IV.1 MODALITÉS DES ELECTIONS**

Les représentants des personnels et des usagers sont élus au **scrutin électronique de liste à un tour à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, avec possibilité de listes incomplètes, sans panachage.**

Le vote par correspondance et le vote par procuration ne sont pas autorisés.

### **IV.2 VOTE ÉLECTRONIQUE**

Le scrutin se déroulera uniquement par voie électronique, par internet, dans les conditions définies par l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique au sein de l'Université d'Orléans du 29 avril 2025, en annexe du présent arrêté. Par conséquent, le vote par correspondance et le vote par procuration ne sont pas autorisés.

Des postes informatiques réservés au vote seront mis en place à l'attention des électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail.

---

## **ARTICLE V – LISTES DES ELECTEURS**

Les listes électorales sont arrêtées par le président de l'université et publiées sur l'intranet de l'université et sur l'ENT pour les étudiants, le mercredi 30 avril 2025. Les listes définitives sont affichées le mercredi 28 mai à 17h00 au plus tard.

**Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure sur les listes des électeurs.** Chaque électeur est invité à vérifier que son nom figure sur la liste des électeurs correspondant à son collège avant le jour du scrutin.

Le cas échéant, la personne constatant l'absence de son nom, ou souhaitant s'inscrire sur les listes des électeurs, est priée d'en informer personnellement le service des affaires juridiques dès que possible.

### **IMPORTANT - Procédures de demande d'inscription sur les listes des électeurs :**

Les personnels et usagers dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande de leur part doivent formuler cette dernière **au plus tard cinq jours francs avant la date de scellement des urnes, soit le mercredi 28 mai 2025 à 12h00.** Les demandes doivent être uniquement émises au moyen du **formulaire d'inscription (figurant à l'annexe I du présent arrêté)** et communiquées dès que possible au service des affaires juridiques de l'université d'Orléans.

Toute personne remplissant les conditions pour être électeur, y compris, le cas échéant, celle d'en avoir fait la demande au plus tard cinq jours francs avant la date de scellement des urnes, et dont le nom ne figure pas sur la liste électorale du collège dont elle relève, peut demander au président de l'université d'Orléans, sur demande formulée auprès du service des affaires juridiques, de faire procéder à son inscription jusqu'au jour du scrutin, soit le jeudi 12 juin 2025.

**En l'absence de demande effectuée au plus tard le jour du scrutin, elle ne peut plus contester son absence d'inscription sur la liste électorale (article D. 719-8 du code de l'éducation).**

Les demandes sont transmises exclusivement :

- par courriel : [saj@univ-orleans.fr](mailto:saj@univ-orleans.fr) ;
- ou par remise en mains propres directement au service des affaires juridiques : Bâtiment Physique-Chimie du campus Orléans- La Source, 1<sup>er</sup> étage, Porte 145.

**Toute demande d'inscription sur les listes des électeurs doit être communiquée personnellement et directement au service des affaires juridiques. Les transmissions de formulaires d'inscription par un tiers ne seront pas admises.**

---

## **ARTICLE VI – CAMPAGNE ELECTORALE**

La campagne électorale débute le mardi 29 avril 2025 à 12h00 et se termine à la fin du scrutin, soit le jeudi 12 juin 2025 à 17h00.

Pendant la campagne électorale, les candidats potentiels, puis les délégués des listes de candidats déclarées recevables, sont habilités à solliciter l'envoi de messages électroniques aux électeurs de la composante concernée via les listes de diffusion de l'université. Les messages à diffuser sont envoyés – sous format électronique – au service des affaires juridiques en utilisant l'adresse courriel [saj@univ-orleans.fr](mailto:saj@univ-orleans.fr). Les messages électroniques seront modérés les jours ouvrés entre 09 heures 00 et 12 heures 00 et entre 14 heures 00 et 17 heures 00. Chaque message devra contenir dans son objet le nom de la liste candidate et l'indication « Elections aux conseils de composantes et des écoles doctorales juin 2025 ». Les messages peuvent comporter des liens hypertextes.

L'envoi de messages électroniques est limité à **deux messages par candidat** (pour les scrutins uninominaux) ou par liste.

Les messages électroniques d'invitation aux réunions publiques ne sont pas concernés par la limitation susmentionnée, à condition qu'ils se limitent strictement à un texte d'invitation, sans lien hypertexte ni texte de propagande.

L'accès aux locaux de l'établissement est autorisé à tous les candidats pendant la campagne électorale à des fins de propagande électorale sous réserve du respect des règles sanitaires applicables aux seins des locaux (notamment : distribution de tracts, affichages sur les espaces réservés à cet effet, etc). Les candidats peuvent bénéficier de salles pour organiser des réunions publiques. Ils en font préalablement la demande au Président de l'université via le service des affaires juridiques en utilisant les adresses courriel [president@univ-orleans.fr](mailto:president@univ-orleans.fr) et [saj@univ-orleans.fr](mailto:saj@univ-orleans.fr)

Toute distribution de documents de propagande ne peut être réalisée que par les candidats eux-mêmes. En aucun cas une telle distribution ne peut être demandée à l'administration universitaire ou à un enseignant dans le cadre d'un cours.

La propagande est autorisée dans tous les bâtiments des établissements y compris le jour du scrutin, à l'exception des salles dans lesquelles sont installés des postes informatiques dédiés aux élections, pour les électeurs qui ne disposent pas d'un terminal connecté à Internet (ordinateur, tablette, smartphone) (voir article X)

A partir du mardi 29 avril 2025 et jusqu'à la fin du scrutin, les moyens de communication mis à disposition des organisations syndicales en application de l'arrête portant utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'information syndicale, ne peuvent être utilisés à des fins de propagande relative aux présentes élections.

A compter de la date de publication des candidatures (soit le vendredi 23 mai), les moyens de communication mentionnés au paragraphe précédent sont suspendus dès lors que l'organisation syndicale concernée présente ou

soutient une candidature aux présentes élections. Le cas échéant, l'utilisation des listes de diffusion, ainsi que la publication de nouveau contenu sur la page d'information syndicale dédiée sur l'espace Intranet, sont formellement interdites. Toutefois, l'information syndicale peut figurer dans les messages de propagande dont les modalités d'envoi sont précisées dans le paragraphe précédent.

Seuls les moyens de diffusion prévus au présent article sont autorisés. L'utilisation d'autres moyens de communication réservés exclusivement à l'administration est prohibée (Par exemple : utilisation d'alias ou des listes de diffusion liée à l'exercice de fonctions, utilisation du courrier interne, ...). Toute personne occasionnant ou menaçant d'occasionner un trouble lors de l'organisation ou du déroulement des opérations électorales, et plus particulièrement dans les bureaux de vote ou à leurs abords, pourra faire l'objet de sanctions (plainte pénale et poursuites disciplinaires).

---

## **ARTICLE VII – CANDIDATURES**

Tout électeur est éligible. Nul ne peut être élu à plus d'un conseil d'administration d'université.

Les candidatures peuvent préciser l'appartenance des candidats ou le soutien dont ils bénéficient.

Le dépôt des listes de candidats et des professions de foi s'effectue au moyen des formulaires joints en annexe.

L'ordre d'arrivée lors du dépôt des listes conditionnera l'ordre d'affichage de ces dernières, ainsi que des éventuelles professions de foi associées

L'envoi des candidatures et des professions de foi peut être effectué par voie électronique, à l'adresse suivante : [saj@univ-orleans.fr](mailto:saj@univ-orleans.fr)

Toutefois, les candidatures peuvent également être déposées au secrétariat de l'UFR Droit Economie Gestion ou déposées/envoyées par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) au service des affaires juridiques de l'université d'Orléans **au plus tard le vendredi 16 mai 2025** :

- à **17h00** pour un dépôt sur place ou un envoi électronique au service des affaires juridiques ;
- à **23h59** pour un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi).

Adresse postale : Université d'Orléans - Service des affaires juridiques - Château de la Source, Avenue du Parc floral – BP 6749 - 45067 ORLEANS Cedex 2.

**Localisation du SAJ : Bâtiment Physique-Chimie du campus Orléans- La Source, 1er étage, Porte 149.**

Il est délivré un accusé de réception du dépôt des candidatures qui ne préjuge pas de la validité de celles-ci.

**Chaque liste doit comporter les nom et prénom ainsi que les coordonnées d'un délégué de liste, qui est également candidat dans le collège concerné, afin notamment de représenter la liste au sein du comité électoral consultatif et de faire partie du bureau de vote électronique.**

Pour l'élection des représentants des usagers, chaque candidat fournit une copie de sa carte d'étudiant ou à défaut, d'un certificat de scolarité.

Le Président de l'université vérifie l'éligibilité des candidats. A cette fin, il réunira pour avis le comité électoral consultatif le jeudi 22 mai 2025, qui examinera l'ensemble des listes enregistrées.

En cas d'inéligibilité, le Président demandera qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible dans un délai d'un jour franc à compter de l'information du délégué de la liste concernée.

A l'expiration de ce délai de rectification, les listes recevables et le cas échéant, irrecevables font l'objet d'un arrêté du Président qui sera affiché et publié le vendredi 23 mai 2025 dans l'après-midi.

Les actes de candidature des listes doivent obligatoirement être accompagnés des déclarations individuelles de candidature originales complétées et signées par les candidats. Les candidats sont rangés par ordre préférentiel.

**Conformément aux dispositions de l'article L719-1 du code de l'éducation, chaque liste de candidats est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.**

**Pour l'élection des représentants des personnels**, les listes peuvent être incomplètes.

En termes pratiques :

*Pour le collège des représentants des professeurs et personnels assimilés et le collège des représentants des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnels assimilés, le nombre de candidats devra être compris entre 2 et 9.*

*Pour le collège des représentants des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service, le nombre de candidats devra être compris entre 2 et 5.*

**Pour l'élection des représentants des usagers**, un suppléant est élu avec chaque membre titulaire élu : pour chaque liste, il est procédé dans la limite du nombre de sièges obtenus par celle-ci à l'élection des titulaires, et à l'élection d'un nombre égal de suppléants, **dans l'ordre de présentation des candidats de la liste**. Les listes doivent comporter un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre des sièges de membres titulaires et suppléants à pourvoir (soit 6 candidats), et au maximum égal au double du nombre des sièges de membres titulaires à pourvoir (soit 12 candidats).

**Scrutins de liste et présentation d'une liste à un nom :**

Compte tenu de l'obligation d'alternance d'un candidat de chaque sexe, les listes ne comportant qu'un seul nom sont irrecevables. Toutefois, de telles listes peuvent malgré tout ne pas être déclarées irrecevables sous réserve de démontrer l'impossibilité de respecter l'alternance d'un candidat de chaque sexe comme indiqué supra.

Le formulaire de candidature figure à l'**annexe II** du présent arrêté.

---

## **ARTICLE VIII – PROFESSIONS DE FOI**

L'ensemble des candidatures et des professions de foi déposées sera diffusé par les services de l'université.

Pour ce faire, les professions de foi doivent être déposées obligatoirement par les listes candidates ou les candidats **au moment du dépôt des candidatures** dans les conditions suivantes :

- une version papier, format A4, recto-verso maximum, noir et blanc ou couleur ;
- et/ou
- une version numérique (PDF), d'une taille inférieure à 5 MO, reprenant le texte de la profession de foi papier, format A4 recto-verso maximum, noir et blanc ou couleur.

Chaque liste ne peut déposer qu'une seule profession de foi.

Les documents ultérieurs éventuellement produits par une liste ne pourront être diffusés que via le dispositif prévu à l'article VI.

---

## **ARTICLE IX – OPERATIONS DE VOTE**

Il est constitué un bureau de vote électronique pour chacune des composantes concernées par un ou plusieurs scrutins. De plus, il est constitué un bureau de vote électronique centralisateur, ayant la responsabilité de l'ensemble des scrutins.

Les bureaux de vote électronique seront ouverts du mardi 10 juin à 9h00 au jeudi 12 juin à 17h00.

Des postes informatiques réservés au vote seront mis en place à l'attention des électeurs dans les locaux de l'UFR Droit Economie Gestion, dans les conditions définies par l'article 7 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique au sein de l'Université d'Orléans du 29 avril 2025 en annexe du présent arrêté.

Un arrêté ultérieur précisera la composition respective de ces derniers.

Le système de vote génère pour chaque électeur un identifiant et un mot de passe aléatoires. L'identifiant permet à l'électeur de se connecter au site de vote ; le mot de passe lui permet, une fois qu'il s'est connecté au site de vote, de valider chacun de ses votes.

Les identifiants des électeurs leur seront adressés à leur adresse mail institutionnelle (prénom.nom@etu.univ-orleans.fr ou prénom.nom@univ-orleans.fr) quinze jours avant le premier jour du scrutin, puis à l'ouverture du scrutin.

Les emails contiendront, outre l'identifiant de l'électeur, l'adresse du site de vote.

---

## **ARTICLE X – PROCURATIONS**

S'agissant d'un vote par voie électronique, il n'est pas possible de voter par procuration.

---

## **ARTICLE XI – RESULTATS**

Sur la base des suffrages enregistrés, le système proposera l'attribution de sièges aux listes de candidats et aux candidats, en justifiant son calcul, conformément aux règles applicables aux scrutins.

Après vérification, le président du bureau de vote pourra énoncer les résultats, en présence des autres membres du bureau de vote et des observateurs.

La validation des résultats par le bureau de vote déclenchera leur publication sur le site de vote.

Les résultats seront proclamés par le président de l'université **le vendredi 13 juin 2025**.

Ils seront affichés sur le site internet de l'université.

---

## **ARTICLE XII – RECLAMATIONS**

Le médiateur académique peut recevoir directement les réclamations concernant les opérations électorales. La saisine du médiateur ne suspend pas le délai de saisine de la commission de contrôle des opérations électorales et du tribunal administratif d'Orléans.

Par ailleurs, la commission de contrôle des opérations électorales, présidée par un membre du tribunal administratif d'Orléans, peut être saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats, de toutes contestations présentées par des électeurs, le président de l'université ou par la rectrice de l'académie d'Orléans-Tours, sur la préparation, le déroulement des opérations de vote ou la proclamation des résultats. Elle statue dans un délai de 15 jours.

Tout électeur, le président de l'université ou la rectrice de l'académie d'Orléans-Tours peuvent invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif d'Orléans.

Le recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle.

Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle. Il statue dans un délai maximum de 2 mois.

---

### **ARTICLE XIII – PUBLICITE ET EXECUTION**

Le directeur de l'UFR Droit Economie Gestion est chargé de l'exécution du présent arrêté. Il sera également tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour diffuser l'information la plus large envers les électeurs. Il procédera à l'affichage dans leurs locaux respectifs du présent arrêté.

***Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous au service des affaires juridiques, chargé des élections à l'université : M. Sébastien COVIAUX au 02.38.49.49.57, Mme Camille AMELINEAU au 02.38.49.31.54, M. Kevin JOINNIN au 02.38.49.47.97, Mme Marlène SUKIENNIK, Mme Julienne NEUHAUS ou M. Paul-Louis MABILLE 02.38.49.47.45.  
Courriel : saj@univ-orleans.fr***

Fait à Orléans, le 29 avril 2025

Le Président de l'université d'Orléans



**Éric BLOND**

Décision classée au registre des actes administratifs de l'université d'Orléans, consultable au Service des affaires juridiques.	Décision publiée sur le site internet de l'université d'Orléans le : Transmise au rectorat le :
--	--

# ANNEXE I

## ELECTIONS DES REPRESENTANTS DU CONSEIL DE L'UFR DROIT ECONOMIE GESTION

### DEMANDE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ELECTORALES (au plus tard le mercredi 28 mai 2025 à 12h00)

Je soussigné(e)

NOM : .....

Prénoms : .....

Composante : .....

Collège électoral<sup>1</sup> :

Professeurs et personnels assimilés

Autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés

Personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service

Usagers

Demande mon inscription sur les listes électorales destinées au scrutin du conseil de Droit Economie Gestion prévu du mardi 10 juin à 9h00 au jeudi 12 juin à 17h00.

Fait à ....., le

Signature du demandeur :

**Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous au service des affaires juridiques, chargé des élections à l'université : M. Sébastien COVIAUX au 02.38.49.49.57, Mme Camille AMELINEAU au 02.38.49.31.54, M. Kevin JOINNIN au 02.38.49.47.97, Mme Marlène SUKIENNIK, Mme Julienne NEUHAUS ou M. Paul-Louis MABILLE 02.38.49.47.45.**

**Courriel : [saj@univ-orleans.fr](mailto:saj@univ-orleans.fr)**

**Demande à retourner le plus rapidement possible au service des affaires juridiques.**

*" Les informations recueillies dans le présent formulaire sont conservées par le Service des Affaires Juridiques aux seules fins de procéder à votre inscription sur les listes électorales, conformément aux dispositions des articles D. 719-1 et suivants du Code de l'Education. Les données ainsi collectées seront communiquées au Président de l'Université et au Service des Affaires Juridiques.*

*Les données récoltées sont conservées dans les conditions et modalités prévues par l'instruction n° 2005-003 du 22 février 2005 relative au tri et à la conservation des archives reçues et produites par les services et établissements concourant à l'éducation nationale.*

*Vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données.*

*Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter le Service des Affaires Juridiques : soit par courriel [saj@univ-orleans.fr](mailto:saj@univ-orleans.fr), soit par courrier : Château de la Source, avenue du parc floral – BP 6749, 45067 Orléans CEDEX 2. Vous pouvez également saisir le Délégué à la Protection des Données (DPD) de l'établissement.*

*Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL ".*

<sup>1</sup> Cocher la case utile.

**ELECTIONS DES REPRESENTANTS DU CONSEIL DE L'UFR  
DROIT ECONOMIE GESTION  
(Du mardi 10 juin à 9h00 au jeudi 12 juin à 17h00)**

**Collège concerné <sup>1</sup> :**

Professeurs et personnels assimilés : 9 sièges
Autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés : 9 sièges
Personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service : 5 sièges
Usagers : 6 sièges de titulaires et 6 sièges de suppléants

**LISTE DE CANDIDATURES**

**INTITULE DE LA LISTE :** .....

**LISTE PRESENTEE<sup>2</sup> ou SOUTENUE<sup>2</sup> PAR (rubrique non obligatoire) :** .....

**Nom et coordonnées du délégué de liste, également candidat dans le collège concerné, habilité à représenter la liste dans toutes les opérations électorales :**

.....

Chaque liste doit, sous peine de nullité, être accompagnée des déclarations individuelles de candidature originales complétées et signées par les candidats. Les candidats sont rangés par ordre préférentiel avec possibilité de listes incomplètes. **Chaque liste de candidats est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe (article L719-1 du code de l'éducation).**

**Pour l'élection des représentants des personnels**, les listes peuvent être incomplètes et le nombre maximal de candidats par liste est égal au nombre de sièges à pourvoir dans chaque collège (soit un nombre de candidats compris entre 2 et 9 pour les collèges des professeurs et personnels assimilés et des autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés, et un nombre de candidats compris entre 2 et 5 pour le collège des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service).

<sup>1</sup> Cocher la case utile.

<sup>2</sup> **ATTENTION : Rayer la mention inutile. Les informations communiquées seront exploitées pour la réalisation des documents électoraux (listes des candidatures, bulletins de vote, ...).**

**Pour l'élection des représentants des usagers**, un suppléant est élu avec chaque membre titulaire élu : pour chaque liste, il est procédé dans la limite du nombre de sièges obtenus par celle-ci à l'élection des titulaires, et à l'élection d'un nombre égal de suppléants, dans l'ordre de présentation des candidats de la liste. Chaque membre suppléant ainsi désigné s'associe avec un membre titulaire dans l'ordre de présentation de la liste. Les listes doivent comporter un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre des sièges de membres titulaires et suppléants à pourvoir (soit 6 candidats), et au maximum égal au double du nombre des sièges de membres titulaires à pourvoir (soit 12 candidats).

**INTITULE DE LA LISTE** : .....

<b>Noms et prénoms des candidat(e)s par ordre préférentiel et dans le respect de l'alternance des sexes</b>
<b>1.</b>
<b>2.</b>
<b>3.</b>
<b>4.</b>
<b>5.</b>
<b>6.</b>
<b>7.</b>
<b>8.</b>
<b>9.</b>
<b>10.</b>
<b>11.</b>
<b>12.</b>

**PJ : Déclaration individuelle de candidature.**

**ELECTIONS DES REPRESENTANTS DU CONSEIL DE L'UFR  
DROIT ECONOMIE GESTION**

**Du mardi 10 juin à 9h00 au jeudi 12 juin à 17h00**

**Collège concerné <sup>1</sup> :**

Professeurs et personnels assimilés : 9 sièges
Autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés : 9 sièges
Personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service : 5 sièges
Usagers : 6 sièges de titulaires et 6 sièges de suppléants

**DECLARATION INDIVIDUELLE DE CANDIDATURE<sup>2</sup>**

**Je soussigné(e) :**

**NOM**..... Epouse .....

**Prénom** .....

**Téléphone** .....

**Déclare être candidat(e) aux élections pour la désignation des représentants du  
Conseil de l'UFR Droit Economie Gestion sur la liste intitulée**.....

**présentée ou soutenue par (rubrique non obligatoire)<sup>3</sup>**  
.....

**A ....., le**

**Signature du candidat**

<sup>1</sup> Cocher la case utile.

<sup>2</sup> **ATTENTION : pour le collège des usagers, joindre une copie de la carte d'étudiant ou du certificat de scolarité du candidat.**

<sup>3</sup> **Les informations communiquées seront exploitées pour la réalisation des documents électoraux (listes des candidatures en présence, bulletins de vote, ...).**